

Marine Le Pen n'hésite pas à instrumentaliser la fermeture de l'usine d'Amiens. Mais **les salariés de l'industrie** méritent mieux que des effets de manches. Décryptage

Whirlpool, le poison de la récupération

Lundi 20 mars. Premier débat télévisé de la présidentielle. L'heure est à l'économie. Marine Le Pen dénonce les coupables : ceux qui ont voté le traité de Lisbonne et ouvert la voie aux délocalisations, donc au chômage. Mélenchon opine. Benoît Hamon plonge dans ses notes. La présidente du FN donne un exemple : les « Whirlpool ». « Cette usine qui est tout à fait bénéficiaire part en Pologne. Elle laisse sur le carreau 300 salariés directs et des centaines d'autres indirects pour aller faire des marges supplémentaires. » Et de dénoncer l'argent touché au titre du Cice que Whirlpool « ne remboursera jamais ». Sa solution ? Taxer la multinationale à 35% aux frontières, quand elle rap-

portera ses produits délocalisés. Un coupable, des victimes, une solution. Aucune réplique dans les camps adverses. « On va maintenant parler du ras-le-bol fiscal », annonce la présentatrice. Fermez le ban.

Marine Le Pen fait mouche. Comment rester insensible ? Ce soir-là, nous sommes tous un peu cet ouvrier des Hauts-de-France, une région fortement touchée par les délocalisations (Goodyear, Pentair) et le chômage. Mi-janvier, il a appris que l'américain Whirlpool, numéro

un mondial de l'électroménager (20 milliards de chiffre d'affaires) fermerait sa dernière usine en France pour regrouper ses activités sèche-linge à Lodz, en Pologne. Le tout, explique le groupe, pour s'adapter à « un contexte de marché de plus en plus concurrentiel » : l'usine française est, précise-t-il, déficitaire depuis 2010. A Amiens, l'annonce terrasse les salariés : « Depuis des années, ils ont cette épée de Damoclès des pays de l'Est et du travail à bas coût au-dessus de la tête. Ils font des efforts sur leurs salaires, sur leurs rotations, ils acceptent tout pour tenter de sauver leur usine. Et au bout du bout, on leur dit de déménager ! »,

se révolte Frédéric Massez, responsable CFDT pour la région. Pas étonnant, regrette-t-il, que le discours des populistes séduise. Tout paraît si simple. Taxer aux frontières les produits des entreprises qui délocalisent en Europe ? La belle idée. Mais impossible à réaliser dans le contexte actuel : « Une entreprise qui serait ainsi taxée pourrait demander à un juge national de faire prévaloir le droit européen sur une demande de la douane. La Commission européenne saisirait alors la Cour de Justice de l'Union européenne après avoir laissé le temps à la France de se conformer au droit. Si la France persistait, elle serait sanctionnée par une amende et des astreintes conséquentes », détaille Régis Chemain, spécialiste du droit européen, maître de conférence à l'université Paris-10.

Admettons que Marine Le Pen s'assesse sur le droit en attendant de sortir de l'Europe. Que se passerait-il alors ? Les « Whirlpool » se retrouveraient au chômage comme prévu en juin 2018. Mais surtout, les entreprises étrangères qui avaient des velléités de s'installer sur le territoire national s'enfuiraient en courant... Or, souligne Sarah Guillou, économiste à l'OFCE, « la France, contrairement à ce qu'affirment les populistes, est un pays qui attire les investissements étrangers pour y créer des emplois industriels ». La question n'est donc pas d'empêcher coûte que coûte une entreprise étrangère de délocaliser, mais de développer des industries d'avenir : « Peut-on fabriquer des sèche-linge en France ? Ce n'est pas la bonne question. Ce qui est important, c'est de savoir quel avenir industriel on souhaite pour la France. L'industrie du futur, c'est le numérique, l'environnement durable, la voiture électrique... mais surtout une industrie qui doit être en phase avec les attentes des Français. Il faut que les consommateurs soient prêts à en payer le prix », affirme l'économiste. En attendant, et contrairement là encore à ce que laisse entendre Marine Le Pen, l'Etat et la région Hauts-de-France (aux mains des Républicains) s'activent, sans rodromontade, pour trouver une solution aux « Whirlpool ». Un industriel français serait sur les rangs pour reprendre le site. Et une nouvelle ligne de train Amiens-Roissy, gros bassin d'emplois, est sur les rails. ■



L'idée de Marine Le Pen ? Taxer à leur retour en France les produits « délocalisés » dans d'autres pays.